

# Renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile oeuvrant pour l'environnement et la gouvernance

## Programme d'Appui à la Gestion Environnementale

### Aperçu

Nom du Programme	Programme d'Appui à la Gestion environnementale (PAGE/GIZ)
Nom du produit	Renforcement de capacités des Organisations de la Société Civile oeuvrant pour l'environnement et la gouvernance
Mandaté par	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Région	Madagascar : Diana, Boeny, Atsimo Andrefana
Agence d'exécution	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Durée	janvier 2015 – juin 2020

### Défi

Le pillage incontrôlé des ressources naturelles et les méthodes de production non durables qui prévalent dans divers secteurs, tels que l'agriculture, l'énergie, les industries extractives, et la foresterie représentent une menace persistante pour la biodiversité unique de Madagascar. La population malgache, qui vit en grande partie de ces ressources, voit ainsi ses moyens de subsistance compromis. La présence d'une société civile à l'action percutante, capable de défendre ces intérêts de la communauté, se mobiliser pour protéger l'environnement et faire office d'instance de veille et de contre-pouvoir vis-à-vis des acteurs étatiques et privés, peut contribuer à l'amélioration de la gouvernance des affaires publiques et la disparation de pratiques corruptives dans le secteur de l'environnement. L'absence de la société civile au cours de la mise en œuvre des programmes environnementaux successifs a, par conséquent, présenté un risque pour la gouvernance durable de ressources naturelles. C'est ainsi que le programme PAGE, dans l'atteinte de ses objectifs d'améliorer les conditions pour la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles à Madagascar a pris en considération la société civile comme l'un des acteurs pertinents.

### Notre approche

L'appui du PAGE à la société civile au niveau national et dans ses Régions d'intervention (Boeny, Diana et Atsimo Andrefana) s'articule autour de trois axes : le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles, le renforcement des capacités techniques et la promotion de projets d'amélioration de la gouvernance environnementale.

Le programme encourage la formalisation des plateformes, soutient leur structuration et organisation interne. Le but est avant tout de renforcer leur autonomie d'action et la pérennité des acquis (résultats et impacts). Le PAGE leur apporte son appui dans le développement organisationnel, institutionnel et stratégique, le réseautage, l'assistance technique et le renforcement des capacités sur des thématiques portant sur la gouvernance environnementale et forestière.

Outre ses prestations de conseil directes, le PAGE accorde aussi des subventions locales aux organisations de la société civile. En utilisant les fonds de manière autonome, celles-ci s'initient à la gestion financière et s'engagent dans la mise en œuvre de leur plan d'actions.

Enfin, le PAGE travaille également avec des organisations de la société civile internationales et établissement paraétatique, tels que la Transparency International – Initiative Madagascar et le BIANCO (Bureau Indépendant anti-corruption à Madagascar) sur le renforcement de la transparence dans les secteurs forestier et mines artisanales.



Forum de la société civile – Echange pour une synergie d'action et définition d'actions communes – juillet 2017

## Bénéfices

La crise politique depuis 2009 a fortement affaibli l'administration et a renforcé l'ampleur du secteur informel dans la production des biens et des services à Madagascar. Ce contexte a cependant profité à la société civile qui a réussi à se construire une image et à faire connaître et défendre ses valeurs en tant que gardienne du respect des principes de la bonne gouvernance. Elle joue désormais un rôle beaucoup plus important dans la gouvernance des ressources naturelles et dans le dialogue sectoriel. Elle est devenue très présente dans le paysage médiatique et institutionnel. Aussi, ont pu être évitées des dérives, rendant plus difficile le prélèvement et le commerce illicites des ressources de la faune et de la flore du pays. Des engagements ont été pris, principalement pour assainir le secteur forestier et redresser la gouvernance malgré la faiblesse des moyens au niveau de l'administration forestière. Les acteurs du secteur privé, les ONG de conservation, les partenaires techniques et financiers et l'Etat lui-même, ont pris conscience de la nécessité de la soutenir ou de travailler avec elle pour servir de garde-fou et de conseil pour la transparence et la redevabilité réciproque de toutes les parties prenantes.

## Facteurs de succès

Le programme PAGE accorde une grande importance à l'émancipation de la société civile en prodiguant des conseils sur l'organisation et le management de l'organisation.

Des séries de renforcement des capacités sur différentes thématiques ont été dispensées pour accompagner la mise en œuvre de leurs actions d'interpellation et de plaidoyer. Dans certains cas, le recours à des expertises internationales est privilégié pour bénéficier d'expériences plus avancées dans le domaine de la participation citoyenne et l'engagement de la société civile.

PAGE effectue continuellement des réflexions sur les facteurs limitant les actions de la société civile, tels que la question de financement, la clarification de leur statut juridique, leur habilité à ester en justice et leur protection.

En outre, des actions pour le développement du réseautage des organisations de la société civile sont opérées en vue de renforcer leur prestance et d'encourager des actions communes.

## Un exemple sur le terrain

Au niveau national, une initiative de se rassembler pour une lutte effective contre la corruption affectant les ressources naturelles a été menée par Transparency International-Initiative Madagascar en collaboration étroite avec le BIANCO et l'Alliance Voahary Gasy – une plateforme d'organisations de la Société civile. Les actions de plaidoyer

menées auprès des Ministères clés concernés ont abouti à des engagements des quatre Ministres auprès des Ministères chargés de l'Environnement & Forêts, de la Justice, de la Sécurité publique et de la Gendarmerie à mener des actions effectives de lutte contre la corruption sur l'Environnement et des Forêts. TI-IM assure le suivi des actions planifiées à mettre en œuvre en collaboration étroite avec les responsables concernées, et poursuit les dialogues pour une duplication de ces bonnes déterminations au niveau des Régions

TI-IM escompte à étendre le champ de ses actions de plaidoyer, et vise présentement l'engagement des plus hauts responsables de la Mine artisanale à lutter contre la corruption affectant ce secteur. Un état des lieux sur la corruption des mines artisanales a été réalisé.



*Séance de signature des engagements des Ministres chargés de l'Environnement et des Forêts, de la Justice, du Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité publique et du Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie à lutter davantage contre la corruption sur les ressources naturelles*

Parallèlement, le BIANCO à travers ses branches territoriales a créé et mis en place, dans les trois régions d'intervention de PAGE, des Plateformes de réseaux d'acteurs de l'Administration issus des différents secteurs et de la société civile pour une synergie d'actions de plaidoyer sur la lutte contre la corruption dans le domaine des exploitations et des trafics illicites des ressources naturelles à l'intérieur et autour des aires protégées et des sites de transfert de gestion.

Et, en collaboration avec des indicateurs bénévoles, chaque branche territoriale de BIANCO a constitué et rend opérationnel un mécanisme de donneurs d'alerte.



*Formation des donneurs d'alerte organisée par le BIANCO*

Dans la Région Boeny, la société civile KOMANGA a fait preuve de courage pour alerter et interpeller les hauts responsables concernés au niveau national – à travers un débat, sur la situation de la migration dans la Région Boeny. Une forte migration est observée toutes les semaines et a entraîné une très forte déforestation dans la Région. KOMANGA a fait une interpellation de la nécessité d'élaboration d'une stratégie régionale de lutte contre le défrichement incluant la dimension « migration », car les procédures judiciaires n'arrivent plus à ralentir le phénomène de déforestation.

Dans la Région Atsimo Andrefana, MIRANGA a entrepris une série d'interpellations à l'intention des décideurs au niveau de la Région et de la population face à la continuelle problématique de gouvernance de la filière bois énergie (FBE) et la lutte contre le trafic illicite des tortues. Pour cette dernière, en collaboration avec l'association des journalistes environnementalistes FMGFAA, elle a effectué des missions d'investigation sur les lieux d'infraction et de plaider auprès du Tribunal de 1ère instance d'Ampanihy. Elle a également entrepris un plaidoyer au niveau des autorités et responsables concernés sur les ruées dans le Parc National Zombitse Vohibasia.

## Résultats

Depuis le démarrage du programme, le PAGE a atteint les résultats suivants:

### Résultats au niveau institutionnel

Deux organisations de la société civile – Tafo Mihaavo et MIRANGA, ont bénéficié des renforcements de capacités en développement organisationnel et développement institutionnel. Ce qui a permis à Tafo Mihaavo d'apporter une révision et définition de ses objectifs stratégiques pour les 5 prochaines années, et a permis à MIRANGA de bien définir ses domaines d'intervention et ses approches dans l'atteinte de ses objectifs. Elles voudraient être des acteurs influents dans les différents processus de décision aussi bien à l'échelle régionale que nationale. Les mobilisations des autorités responsables et la volonté de ces dernières à travailler avec ces organisations témoignent de leur crédibilité.

## Résultats dans le domaine de la gouvernance environnementale

Leur mobilisation au niveau régional et national a permis aux différentes plateformes de la société civile de proposer leurs propres projets de réforme et de se positionner comme acteur critique et influent sur la gouvernance des ressources naturelles vis-à-vis des décideurs des secteurs concernés.

Transparency International – Initiative Madagascar (TI-IM), en étroite collaboration avec le BIANCO et l'Alliance Voahary Gasy en 2016, a su convaincre les premiers responsables des Ministères chargés de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts, de la Justice, de la sécurité nationale et de la Gendarmerie à mettre en œuvre leurs engagements. Des actions concrètes sont planifiées à mettre en œuvre dans le temps et dans l'urgence. Mais, entre-temps, trois des Ministres ne sont plus à leurs postes et viennent d'être changés. TI-IM se prépare présentement à reprendre le processus du plaidoyer, pour que les engagements pris antérieurement soient appropriés par l'Etat et seront réalisés aussi bien au niveau national qu'au niveau des régions. Ces engagements entérinent les principes et orientations déjà définies dans la Stratégie nationale de la lutte contre la corruption (SNLCC) lancée en 2015.

Au vu des interpellations menées par la société civile sur les impunités des trafiquants des ressources naturelles après infractions et vol des richesses naturelles à l'intérieur des aires protégées, et des résultats de l'enquête annuelle menée par le Transparency International, indiquant le secteur de la justice comme l'un des secteurs corrompus à Madagascar, une association des magistrats vient de se constituer en fin 2016 – l'Union des Magistrats pour la Revalorisation de la Fonction de Juger (UMRFJ), qui s'ambitionne à lutter contre la corruption et tous les fléaux qui s'y rattachent, pour une bonne gouvernance du système juridique. Elle souhaiterait apporter des solutions idoines à la prolifération inquiétante du trafic illicite des richesses et ressources naturelles malagasy. L'on constate que l'engagement de l'association est louable et mérite d'être soutenu. Cette initiative des membres du personnel juridique appartenant à l'Administration est une grande première dans l'histoire de Madagascar. Son intégration aux organisations de la société civile œuvrant pour l'Environnement et la bonne gouvernance serait prometteuse.



*Table ronde organisée par l'Union des Magistrats pour la revalorisation de la fonction de Juger, coordination des actions avec les autres acteurs pour des solutions idoines*



KOMANGA, la plateforme de la société civile active dans le Boeny, a contribué à provoquer des prises de décision auprès de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (DREEF) sur la coupe et exploitation illicite des bois de mangroves. Une similarité est enregistrée avec la société civile MIRANGA et de la DREEF de la région Atsimo Andrefana : pour assainir la filière bois énergie, notamment le charbon, cette dernière a mis en place des procédures rigoureuses pour l'obtention d'une autorisation à exploiter la filière charbon à Atsimo Andrefana.

MIRANGA, s'est engagé fortement dans l'application du dispositif juridique mis en place (le Dina et l'Arrêté régional) sur la lutte contre le braconnage et le trafic des tortues adopté en fin 2013, pour réduire, voire éradiquer le trafic des tortues dans la Région Atsimo Andrefana. Ainsi, sa collaboration avec l'association des journalistes environnementalistes FMGFAA, et l'interpellation/plaidoyer mené auprès du tribunal de première instance d'Ampanihy, les 546 tortues prêtes à exporter en dehors de la Région vers l'extérieur sont appréhendées, les deux auteurs du trafic sont emprisonnés.



*Renforcement de capacités sur la procédure de dénonciation des cas de corruption*

La mise en place du réseau d'acteurs pour la lutte contre la corruption des ressources naturelles, opérée par le BIANCO Atsimo Andrefana, a été bien appréciée par la DREEF. Cette dernière participe fermement aux actions de plaidoyer visant l'intégration des autres secteurs clés (Transport, Douanes, Justice, Mines) et ce à tous les niveaux, à suivre les exemples

déjà pris par d'autres (Environnement & Forêts, BIANCO, Société civile, gendarmerie, Gestionnaires d'aires protégées, ...).

La société civile et les médias restent vigilants pour dénoncer l'exploitation illégale des ressources naturelles et de la biodiversité très riche de la Grande Île, de telle sorte que la lutte contre ces pratiques illicites déjà figurée dans la SNLCC soit réaffirmée. L'Etat malagasy vient d'initier la constitution de la nouvelle chaîne pénale anti-corruption, des hauts magistrats viennent d'être nommés aux postes en août 2017.



*Les représentants de KOMANGA, en pleine discussion pour les actions à mener conjointement avec les OSC*

Bon nombre d'actions restent encore à faire, entre autres la coordination des initiatives et décisions opérée d'en haut et/ou au niveau national – aussi bien par la société civile que l'Administration, à celles entreprises par les acteurs régionaux et locaux pour que les actions ne restent pas ponctuelles ou éparpillées. L'amélioration de la communication et le développement du réseau des organisations de la société civile comptent parmi les prioritaires définis par ces dernières lors de leur rencontre en juillet 2017, pour l'atteinte de leur objectif commune qu'est la promotion de la bonne gouvernance des ressources naturelles et environnementale à Madagascar, autrement dit leur contribution à enrayer la déforestation à Madagascar.

Publié par	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH Bureaux à Bonn et Eschborn, Allemagne	Au nom du	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	
	Environnement et Changement Climatique GIZ-Bureau Madagascar Bureau de la GIZ à Antananarivo Enceinte SOA MEF Ambatobe Antananarivo 101- Madagascar T +261 20 22 425 98 F +261 20 22 422 55 giz-madagaskar@giz.de www.giz.de/madagascar-mg	Département	Département Afrique	
Auteur	PAGE/GIZ	Adresse des bureaux du BMZ	BMZ Bonn Dahlmannstraße 4 53113 Bonn, Germany T +49 (0)228 99 535-0 F +49 (0)228 99 535-3500 poststelle@bmz.bund.de www.bmz.de	BMZ Berlin Stresemannstraße 94 10963 Berlin, Germany T +49 (0)30 18 535-0 F +49 (0)30 18 535-2501
Layout	GIZ-Madagascar	La GIZ est responsable du contenu de cette publication.		
A la date	Octobre 2017			